source : https://www.facebook.com/sorbonnenouvellelutte?ref=ts&fref=ts

Suite à l'appel de Montpellier 3, la coordination nationale s'est déroulée les 23 et 24 novembre dans cette même université. Elle a permis de réunir les délégations étudiantes des universités de Paris 8, Lyon 2, Lyon 3, Bordeaux 3, Clermont-Ferrand, Caen, Toulouse et Montpellier 3.

Partout en France, les mêmes problèmes persistent : difficulté à finir le mois, casse du service public, accès aux soins et logements mis à mal Ces difficultés au quotidien ne sont que la conséquence de politiques d'austérité volontaires, évitables et coordonnées à l'échelle mondiale. Les universités ne sont pas épargnées et pratiquent également des coupes budgétaires. Le processus de Bologne, la LRU puis la loi FIORASO, qui s'inscrit dans sa continuité, ont étranglé financièrement les établissements (Universités, EPST), détruisant petit à petit l'Enseignement Supérieur et la Recherche.

Aujourd'hui c'est une quinzaine d'universités en France qui sont en déficit et mettent en place progressivement une politique d'austérité passant par : la suppression de filières et d'antennes locales, la sélection des étudiant-e-s notamment par tirage au sort, le gel ou la suppression de postes

Face à cette situation, des mobilisations ont lieu dans des dizaines d'universités et dans les Instituts de Formation du Travail Social. Dans ce contexte, il est urgent et nécessaire de coordonner nos luttes. C'est pourquoi des délégations étudiantes de 7 universités se sont réunies en table ronde dans le but de s'organiser, d'établir une base commune de revendications et des perspectives concrètes.

Ainsi nous exigeons :

· L'abrogation du processus de Bologne, ainsi que les lois LRU, FIORASO qui en découlent,

· Un réengagement financier complet de l'État dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche (ESR),

· Un vrai cadrage national des diplômes (pas de concurrence entre les facs),

· La titularisation de toutes et tous les précaires de l'ESR (enseignants-chercheurs, personnel administratif et technique, etc),

· Un retrait immédiat des personnalités extérieures (patronat, MEDEF, collectivités territoriales? des Conseils Universitaires,

· Solidarité internationale avec tous et toutes les étudiant-e-s et les universités en lutte,

· Solidarité avec les travailleurs-euses en lutte.

Pour construire un rapport de force, un appel interprofessionnel (étudiant-es ET personnels) a été lancé pour une journée d'action

nationale le mardi 10 décembre. Le 14 décembre, l'Université Paris 8 appelle à des manifestations d'ampleur dans toutes les universités que nous relayons.

La Coordination Nationale appelle :

· Toutes les universités à s'inscrire dans le mouvement,

· À la grève étudiante,

· Les luttes étudiantes à soutenir et à s?impliquer avec celles des travailleurs-euses

· Les Assemblées Générales à participer à la prochaine Coordination Nationale les 25 et 26 janvier 2014.

Mardi 10 décembre : journée d'action nationale

Samedi 14 décembre : Manifestations partout en France

L'université n'est pas une entreprise, le savoir n'est pas une marchandise.

Ensemble, Ripostons !